

International

LES BIDONVILLES CONTRE LE CORONAVIRUS, LE CONFINEMENT CONTRE LES BIDONVILLES

Julien Damon

29/04/2020

Le coronavirus touche aussi les pays en développement. Il faut y imaginer l'impact potentiel de l'épidémie dans les bidonvilles de métropoles colossales, là où se conjuguent insalubrité de l'habitat et importante densité de population. Pour le moment, les conséquences sanitaires semblent relativement légères. En revanche, le choc économique et la récession qui s'annonce s'avèrent très sévères, indique le sociologue Julien Damon.

Quittons la scène et le territoire français. Quittons également les bavardages sur les thèmes de la ville durable, de la ville inclusive ou encore de la smart-city et de sa résilience. Tournons-nous, concrètement, vers d'autres espaces, où promiscuité des gens et exigüité des bâtiments rendent très incertains la pratique et les bénéfices du confinement. Nombre de bidonvilles, dans des mégapoles de pays en développement, où les populations sont confinées, vivent aujourd'hui des conditions très préoccupantes. Les mises en quarantaine, décidées un peu partout à travers le monde, y sont bien plus difficilement praticables qu'ailleurs.

Distanciation sociale et proximité spatiale

Comment permettre la distanciation sociale dans la proximité spatiale ? La question se pose de façon tout à fait capitale dans les bidonvilles. Ceux-ci se caractérisent d'abord, au-delà des niveaux de vie de leurs habitants, par des conditions de vie marquées par la proximité des uns et des autres, l'exigüité des bâtiments, la densité très élevée de l'habitat.

À l'orée de la crise mondiale du Covid-19, en mars 2020, ONU-Habitat, l'agence onusienne en charge de l'urbain, rappelait que près d'un milliard de personnes résidaient dans de tels habitats. La statistique, bien discutable, donne un ordre d'idées. Globalement, un huitième de l'humanité vivrait ainsi. Soit aussi un quart des urbains. Certains sites abritent plusieurs centaines de milliers d'habitants.

Ces morceaux de ville particuliers sont connus et, à certains égards, redoutés pour ce qui concerne la diffusion des virus. C'est le cas pour la peste, endémique à Madagascar, et qui, depuis le début de la décennie 2010, vient frapper en particulier au cœur des bidonvilles de Tananarive. Les rassemblements y sont, en réponse, par moments interdits, mais sans confinement total.

L'épidémie d'Ebola, en Afrique de l'Ouest, entre 2014 et 2016, avait largement pénétré à travers les vastes bidonvilles densément peuplés du Liberia, de la Guinée et de la Sierra Leone. Des bidonvilles entiers avaient alors été détruits à Conakry. West Point, bidonville de Monrovia, avait été mis en quarantaine et encerclé par des barbelés et policiers. À Kroo Bay, signalé comme le plus grand bidonville de Freetown, les habitants s'étaient terrés chez eux, dans leurs baraques de tôle, de bois, et à la mosquée. Ils redoutaient les effets d'Ebola après, quelques années plus tôt, des centaines de morts liées à une épidémie de choléra.

Mais qu'est-ce qu'un bidonville ? Si le phénomène a pu concerner les villes des pays riches, notamment la France durant les années de croissance du XX^e siècle, et s'il connaît un certain regain en Europe, c'est dans les pays en développement qu'il se déploie sous des formes et volumes spectaculaires.

Toute une littérature spécialisée se penche sur ces bidonvilles des pays en développement, objets de monographies et de comparaisons détaillées. Tout comme il existe des new-yorkologues et des tokyologues, spécialistes de ces grandes métropoles, il existe des kiberaologues (Kibera étant l'un des plus grands bidonvilles d'Afrique, à Nairobi) ou des dharaviologues (Dharavi étant l'un des plus grands bidonvilles d'Inde, dans l'agglomération de Mumbai).

Même si des agences internationales (ONU-Habitat en particulier) et des travaux savants en proposent, il n'existe pas de définition indiscutée du bidonville. L'expression désigne, sous des appellations localement variées, plusieurs types d'habitations, d'installations et d'organisations urbaines. Certains instituts statistiques, en Inde notamment, ont en tout cas fait explicitement du bidonville un objet de recensement et d'investigations poussées.

Les définitions et traductions sont en réalité peu assurées. Les termes « taudis », « bidonvilles », « habitats informels », « établissements informels », « quartiers informels », « squats » ou bien « foyers à faibles revenus » sont souvent employés de manière interchangeable dans les travaux académiques et les documents officiels. L'expertise française, à l'université et à l'Agence française de développement (AFD), plutôt réticente quant au terme « bidonville », lui préfère l'expression de « quartier précaire ».

À l'échelle internationale, les analyses, données et recommandations de ONU-Habitat prévalent et font autorité, même si elles sont discutées. Le mot « bidonville », tel qu'utilisé par les experts de ONU-Habitat, décrit un « ménage de bidonville » comme un ménage où les habitants souffrent d'une ou plusieurs « privations » dans cinq domaines. Ce sont les conditions de vie qui sont prises en compte lors de l'évaluation de l'état d'un ménage, indépendamment de l'appellation locale, souvent coutumière, de son habitat.

Précisément, selon une définition révisée en 2012, « un bidonville correspond à un groupe d'individus vivant sous un même toit dans une aire urbaine et manquant d'au moins l'une des cinq aménités suivantes :

1. un logement durable (une structure permanente qui assure une protection contre les conditions climatiques extrêmes) ;
2. une surface de vie suffisante (pas plus de trois personnes par pièce) ;
3. un accès à l'eau potable (de l'eau qui puisse être accessible en quantité suffisante, qui soit abordable et sans effort excessif) ;
4. un accès aux services sanitaires (toilettes privées ou publiques, mais partagées par un nombre raisonnable de personnes) ;
5. une sécurité et une stabilité d'occupation (protection contre les expulsions) ».

Si l'on reprend ces traits, on repère immédiatement l'extrême vulnérabilité de ces sites face à des maladies contagieuses. La propagation est facilitée et plus probable dans des espaces si denses. De surcroît, les règles et principes de distanciation sociale s'y appliquent très mal.

D'abord, la « durabilité » de l'habitat, qui désigne en réalité sa très faible qualité, est propice à la diffusion des microbes car y assurer un minimum d'hygiène est compliqué. En outre, les bâtiments, lorsqu'ils ne se limitent pas à des amas d'abris de fortune, sont généralement bien plus ouverts sur l'extérieur que les autres logements ailleurs dans la même ville.

Les conditions de surpeuplement sont, bien entendu, des caractéristiques très menaçantes, tant pour contenir le virus que pour pratiquer un confinement humainement tolérable. Relevons simplement que l'approche d'ONU-Habitat n'est pas la même que celle de l'Insee. Pour l'institut français, en 2016, plus de 5 millions de personnes vivent, en France, dans un logement « suroccupé », c'est-à-dire qu'elles vivent à deux ou plus dans un logement où le nombre de pièces est insuffisant au regard de la taille de leur ménage. L'approche de l'agence onusienne est plus rudimentaire mais plus claire : un seuil de trois personnes par pièce, dessinant des conditions de promiscuité et d'impossibilité de vie privée bien plus basiques que la maille Insee des normes de

peuplement.

L'absence ou la défaillance des réseaux d'assainissement, le fait d'avoir à partager, souvent pour de très nombreux ménages, les mêmes toilettes sales, décuplent les risques de contagion. De telles conditions limitent considérablement la possibilité de respecter les gestes barrières que veulent bien mettre en avant les autorités. Comment se laver les mains régulièrement sans eau ni savon, chez soi comme dans l'espace public ? L'Organisation mondiale de la santé (OMS) préconise de se laver fréquemment les mains à l'eau et au savon dans ses conseils au grand public sur les mesures d'hygiène essentielles pour se protéger contre une infection comme le coronavirus. Elle a même publié des directives, rediffusées entre autres par ONU-Habitat, sur la manière dont il faut procéder. Selon des données collectées par la Banque mondiale et communiquées en février 2020, au moment où les inquiétudes sur le coronavirus grandissaient, dans quarante-deux pays, moins de la moitié des ménages disposent d'une installation de base pour le lavage des mains. Cet équipement y est plus présent en zone urbaine, même dans les bidonvilles, que dans les zones rurales. Mais les manques sont abyssaux. Pour l'année 2017, en Afrique du Sud, 44% des ménages pouvaient donc se laver les mains avec du savon, dans leur logement, 35% au Bangladesh, 20% en Côte d'Ivoire.

Dernière caractéristique du bidonville soulignée par ONU-Habitat, le fait de ne pas disposer de bail ou de titre de propriété n'est pas forcément une difficulté supplémentaire dans le contexte de la lutte contre le coronavirus. Reste que, pour les municipalités comme pour les États, la tentation peut être grande de profiter des opérations de désinfection pour repousser les habitants en situation illégale ou informelle ailleurs. Il en va de même pour toutes les boutiques, à statut plus que fragile, qui nourrissent souvent l'effervescence économique des bidonvilles. À l'occasion d'interventions sanitaires contre le coronavirus, les petites boutiques sont fermées, déplacées ou détruites. Nombre d'habitants et commerces ont ainsi déjà été délogés, depuis le début de l'année, en raison des craintes attachées au coronavirus, dans des bidonvilles du Sénégal, du Bénin ou de la Côte d'Ivoire. Ces « déguerpissements » (pour prendre le terme consacré par les locaux comme par les experts) sont plutôt classiques. Ils sont légitimés et encouragés au nom du risque épidémique et, surtout, toujours favorisés par la précarité du statut d'occupation des habitants des bidonvilles.

ONU-Habitat ajoute, depuis quelques années, à son approche en cinq dimensions, celle du caractère abordable des coûts du logement. Ce complément s'inscrit dans une floraison de réflexions internationales sur le « logement abordable ». Face au coronavirus et à sa réponse en termes de confinement, le problème essentiel demeure celui du logement convenable. Où les gestes barrières soient praticables et les difficultés du confinement humainement tolérables.

Quatre cas en quatre coins du monde

Sans prétendre à la production d'une image d'ensemble des bidonvilles, quatre cas illustrent les problèmes actuels ainsi que ceux qui se profilent en perspective. Des problèmes d'abord sanitaires et humanitaires qui devraient très rapidement se doubler d'une déflagration économique. Pendant l'épidémie, les abris de fortune et les artères de ces sites, plus ou moins dégradés, se peuplent de visages inquiets arborant des masques de fortune, de postes de médecine basiques et de forces de l'ordre chargées de faire respecter, autant que faire se peut, des pratiques de confinement décidées par les autorités nationales et locales.

On passe par quatre cas de bidonvilles « iconiques », de taille très importante, pour lesquels l'information est accessible. Ils permettent un tableau de la situation pour ce qui concerne les « mégabidonvilles » des villes en développement. Globalement, les problèmes rencontrés et à venir sont du même ordre dans tous les quartiers précaires, même si pas forcément avec la même intensité. Certains bidonvilles, proches de métropoles dynamiques, sont plutôt bien connus. C'est le cas de notre échantillon. D'autres, les plus nombreux, provoquent moins d'intérêt. La situation peut y être plus pénible encore, plus périlleuse même face aux épidémies récurrentes ou nouvelles. Dans des cloaques marécageux au Bangladesh, aux Philippines, au Pakistan, dans les camps de réfugiés qui fourmillent sur la planète, les conditions peuvent être plus ardues et plus dangereuses. Les « petits » bidonvilles, disons de moins de 10 000 habitants (ce qui est déjà absolument colossal au regard occidental), sont moins visibles politiquement. Ce sont pourtant eux qui ponctuent la géographie des pays en développement. Face au coronavirus, le confinement peut y être inexistant ou bien plus violent qu'ailleurs. Notre quatre cas n'épuisent pas le sujet, mais forment une entrée pour y pénétrer.

À Dharavi, au cœur de Mumbai, environ un million d'Indiens se tassent sur 250 hectares. La densité, avec des baraquements surpeuplés, des logements indigents et des ruelles dépourvues de sanitaires basiques, y est donc de 400 000 individus au km², soit vingt fois le niveau parisien, déjà parmi les plus élevés au monde, dix fois la densité de la capitale du Bangladesh, quarante fois celle de New York. Nul besoin d'être agrégé d'épidémiologie pour saisir ce que ceci peut vouloir dire en contexte de forte contagion. À l'arrivée du coronavirus, une partie des Dharaviens sont repartis dans les villages qui font l'âme de l'Inde, dans un important mouvement d'exode urbain qu'a connu le pays. Il est cependant bien difficile d'avoir des chiffres sur le nombre de personnes qui sont ainsi parties afin de ne pas risquer d'être contaminées et pour ne pas subir les rationnements obligés ainsi que les contraintes policières liées au grand confinement du bidonville. Celui-ci, début avril 2020, a même été bouclé par les autorités qui y ont recensé les deux premiers décès liés au virus dans le pays. La propagation exponentielle n'a cependant pas eu lieu. Au total, au 25 avril, seuls 241

cas d'infection au coronavirus et 14 décès étaient recensés. Mais ce foyer – ce « cluster » comme on dit aujourd'hui – inquiète toujours les autorités et les habitants. Des tests y sont pratiqués, mais ils sont critiqués car semblant faire des habitants du bidonville les cobayes pour d'autres populations. Le quotidien y est devenu très compliqué en termes sanitaires, policiers et surtout économiques. Car le nombre de toilettes accessibles reste inférieur à une unité pour vingt ménages. Car la police se doit d'être très présente et se fait parfois violente pour faire respecter des consignes de confinement particulièrement difficiles à vivre. Car la plupart des activités économiques du site ne se télétravaillent pas. Il en va de la mendicité, pratiquée sur zone ou dans d'autres artères de Mumbai, jusqu'à toute une industrie textile dont la production inonde habituellement les marchés mondiaux. Il ne faut d'ailleurs pas verser dans l'image misérabiliste des cas les plus extrêmes. Dharavi peut d'abord s'analyser comme un quartier économique mis à l'arrêt par le confinement.

Les problèmes quotidiens et les perspectives très angoissantes en cas de virus sont comparables dans les différents quartiers qui composent Kibera, au sud de Nairobi, avec une densité qui, selon des données encore plus indéterminées, approche celle de Dharavi. Des estimations courantes font état d'une densité qui irait de 200 à 400 000 habitants au km² (dix à vingt fois Paris donc). Dans ce qui est souvent présenté comme « le plus grand bidonville d'Afrique », encore moins d'assainissement et de WC qu'en Inde, mais, aujourd'hui, de stricts dispositifs de quarantaine qui brident toute activité économique formelle et qui conduisent à des files d'attente pour de la distribution alimentaire et à des révoltes sporadiques violemment maîtrisées. Nairobi, qui est par ailleurs le siège de ONU-Habitat, a été spécialement confinée. Un couvre-feu a été mis en place. Ces restrictions de liberté et ces assignations à résidence – pour le dire avec un vocabulaire de droit français – ont rapidement et considérablement réduit les ressources des résidents les plus pauvres de la capitale kenyane, en particulier ceux vivant à Kibera. Il en a résulté des controverses, des violences et une situation alimentaire qui préoccupe. Des polémiques viennent, entre autres, du gouverneur de Nairobi qui a offert des vivres à certaines familles pauvres, mais avec de l'alcool dans les colis, censément pour lutter contre le virus. Des violences, entre communautés et avec la police, ont été relayées à l'occasion des distributions de secours qui ont été débordées par les demandes. La plus grande crainte est celle de difficultés d'approvisionnement qui s'accroissent, pouvant aller, tels que certains cris d'alarmes le relaient, jusqu'à une famine. Les images de chaos et de brutalité policière ne désignent qu'une partie d'un quotidien surtout rempli d'inquiétudes. Mais qui bénéficie aussi de la vitalité d'organisations et d'habitants habitués à la débrouille et à l'auto-organisation. Sur le plan des données, quelques cas d'infections et quelques décès ont été recensés. Mais au total, dans tout le Kenya, ce sont au 25 avril 2020 environ 350 cas et une vingtaine de morts.

Moins densément peuplé que Dharavi et Kibera, Khayelitsha s'étend sur plusieurs kilomètres de long, à l'est du Cap. C'est au Cap que le premier mort lié au Covid-19, en Afrique du Sud, a été signalé. Le premier cas, dans un bidonville, a été repéré à Khayelitsha. Avec une population se situant autour de 400 000 habitants, la densité y est inférieure au niveau parisien, mais les conditions de logement y sont, dans certains des secteurs, plus dégradées encore qu'à Kibera. Certains quartiers sont bâtis et connectés aux réseaux. D'autres sont faits d'un amoncellement de cabanons de tôle (*shacks*) aux rares connexions et protections, le tout généralement dans la plus grande illégalité. Alors que l'Afrique du Sud a établi, en théorie, l'un des confinements les plus stricts du monde (il s'accompagne même de la prohibition de la vente d'alcool), il est extrêmement difficile à faire respecter dans ces entrelacs de cabanes de bric et de broc. Les habitants doivent rester chez eux et limiter les sorties. Écoles, coiffeurs, boutiques, bazars et bouis-bouis, formels ou dans la plupart des cas totalement informels, doivent rester impérativement fermés. Les autorités cherchent à calmer les esprits, face à une maladie vue comme venant des riches et des Blancs, et à atténuer les craintes en distribuant quelques masques, avec quelques visites symboliques. Mais ce sont surtout la désorganisation des services, les violences avec les forces de police, les accusations de corruption et les mises à sac qui sont rapportées. Sont également déplorées de nombreuses expulsions de *shaks* nouvellement implantés. Des cas de contamination, dans des commerces et au sein de la police, ont alimenté des craintes importantes, la fermeture des boutiques et la limitation des patrouilles de sécurité. Sporadiquement, des heurts ont éclaté et des pillages ont été déplorés. Les angoisses portent sur les manques, déjà signalés et encore à venir, de nourriture. Sur le plan épidémiologique, 147 cas (à la date du 25 avril 2020) ont été officiellement recensés à Khayelitsha, avec une progression en accélération. Ce qui alimente les craintes, avec toujours un confinement qui pèse lourdement sur les habitants.

Moins étalée, mieux éclairée et connue pour sa criminalité et ses couleurs bariolées, Rocinha compte parmi les favelas de Rio les plus célèbres. Ce morceau de ville, désigné souvent comme l'un des plus grands bidonvilles d'Amérique latine, rassemble environ 70 000 habitants, mais avec une densité trois fois supérieure à celle de Paris. Avec des ruelles étroites, des maisons voisines et fragiles, qui ne comportent généralement pas plus de deux pièces, la quarantaine et l'éloignement social sont un défi d'ampleur. Face au coronavirus, les résidents ont rendu hommage aux soignants – un peu comme en France – par des acclamations nocturnes. Des ONG proposent des tests gratuits. Des équipes de nettoyage ont cherché à désinfecter les rues. Le confinement généralisé n'a pas été total, d'autant plus que le président Jair Bolsonaro a soutenu publiquement des manifestants anti-confinement. C'est la quarantaine, c'est-à-dire l'isolement des malades, qui est mise en avant en tant que pratique à suivre. La recommandation est évidemment impraticable dans des logements si petits et si surpeuplés. Il faut signaler, au-delà des réactions des autorités et des ONG, celles des gangs. Ils contribuent, à leur manière, à la régulation de l'épidémie, en

installant, dès fin mars dernier, de fait des couvre-feux. Comme dans la vie courante, ils marquent leur territoire à l'occasion de la mobilisation « favela contre corona ». Les trafiquants peuvent aussi distribuer des biens de première nécessité. Au sortir de la crise se posera la question de la responsabilité de l'introduction du virus dans les favelas, à Rocinha en particulier. Il semble que le Covid-19 ait été rapporté au Brésil par des vacanciers de classes moyennes et supérieures, revenant chez eux, dans des quartiers favorisés, là où des habitants de Rocinha et d'autres favelas travaillent. En tout cas, pendant l'épidémie, les habitants de Rocinha, inquiets, sont ressortis pour travailler à nouveau, en particulier dans les autres quartiers qui ont besoin des services assurés par les favelados. Au total, moins d'une centaine de cas et moins de dix décès y ont été enregistrés, à la date du 25 avril 2020.

Quelques leçons

À ce stade de la pandémie, les bidonvilles du monde en développement n'ont pas connu la progression exponentielle catastrophique du virus. Ils y ont même plutôt très bien résisté, au regard de ce que sont leurs caractéristiques physiques, sanitaires et sociales. Espaces de haute densité et de pauvreté, ils sont naturellement l'objet de toutes les inquiétudes possibles. De façon originale et détournée, les bidonvilles semblent rappeler que la densité urbaine ne veut pas systématiquement dire contagion, quand elle veut toujours dire concentration et efficacité économiques. Le scénario d'une expansion rapide du coronavirus pourrait tout de même s'y avérer tragique. Si ce n'est pas le cas, pour le moment, trois raisons méritent d'être avancées.

Première raison, les chiffres ne sont pas vraiment les bons. Le système de santé, sur zones, est bien incapable de recensements rigoureux. Aux échelles nationales, au Brésil notamment, des polémiques ont éclaté sur la qualité de données qui pourraient être manipulées. Les informations sur les bidonvilles, en général, sont très discutables. En contexte très chahuté, elles doivent être prises avec encore plus de précautions. Les données rassemblées ici ne sont certainement que des minorants, bien des décès et, surtout, bien des cas passant en dehors des radars. Mais ce minorant est un plancher très faible. Moins d'un millier de cas dans quatre des principaux bidonvilles du monde ! La réalité doit se situer à un étiage bien plus important. Mais, même si le nombre de cas était dix fois supérieur, il demeurerait sans aucune commune mesure avec la diffusion du coronavirus en Occident. Cette observation, de toutes les manières, se confirme par les statistiques nationales sur la pandémie (au 25 avril 2020) : 27 000 cas en Inde, 4 500 en Afrique du Sud, 59 000 au Brésil, moins de 400 au Kenya, contre plus de 940 000 aux États-Unis (dont 155 000 pour la seule ville de New York), 161 000 en France. Les mêmes problèmes d'enregistrement se posent aux échelles nationales, bien entendu. Mais les différences d'ampleur sont, de toutes les façons, considérables. Le temps du bilan est cependant encore loin. Puisque l'épidémie affecte

continents et pays selon un calendrier différent, la submersion et les hécatombes, qui ont pu être redoutées, ne sont pas forcément complètement éloignées.

Deuxième raison – point capital –, l'espérance de vie est bien plus faible dans ces quartiers que dans les villes occidentales. Et les personnes très âgées, dans des bidonvilles très jeunes, sont rares. Bien plus rares que dans les pays occidentaux qui vieillissent vite et, *mutatis mutandis*, plutôt bien. Les chiffres n'existent pas pour les bidonvilles. Contentons-nous des informations nationales. Aujourd'hui, l'âge médian est de vingt ans au Kenya, vingt-huit ans en Inde et en Afrique du Sud, trente-quatre ans au Brésil, trente-huit ans aux États-Unis, quarante et un ans en France. Cette variable est moins importante que le volume et la proportion des personnes âgées. En France, les personnes de plus de soixante-quinze ans sont plus de six millions et représentent 10% de la population. Aux États-Unis, elles sont 22 millions et représentent 7% de la population. Au Brésil, elles sont plus de 7 millions, mais ne représentent que 4% de la population. En Inde, elles sont 28 millions, pour 2% de la population ; 1 million pour 2% de la population sud-africaine ; moins d'un demi-million pour 1% de la population kenyane. Ces proportions ne sauraient expliquer les différentiels de morbidité liés au coronavirus, encore moins la très grande disparité du nombre de cas. En tout cas, elles sont à prendre en considération comme des informations essentielles sur la densité de la population âgée. Ceci entretenant un lien important avec la mortalité des aînés. Une faible densité de personnes âgées, conjuguée à l'absence de maisons de retraite où elles sont concentrées, n'explique pas tout. Mais c'est une variable à considérer sérieusement.

Troisième raison – point à ne pas oublier –, le confinement a certainement des effets. Aussi frustes et brutales soient ses conditions, dans les bidonvilles, l'opération limite assurément la propagation. Comme partout dans le monde, mais avec une acuité toute particulière, se pose la même question : à quel prix ?

L'ultime observation, au terme de cette analyse, relève des perspectives. Certes, rien n'est définitivement écrit en matière sanitaire, mais la catastrophe qui pouvait s'envisager dans ces bidonvilles n'est, à ce stade, pas arrivée. Elle s'y profile, en revanche, avec force, sur le plan économique. La tragédie économique qui s'y déroule d'ores et déjà double les deux tragédies sanitaire et humanitaire. Avec une violence que ne compensent pas des États providence très incomplets, voire inexistants.

Les mégabidonvilles du monde en développement sont, d'abord, des lieux d'activité économique. Constitués des résidences des travailleurs qui font vivre le reste de la ville, d'ateliers industriels et d'échoppes informelles, ils ne peuvent s'arrêter longtemps, économiquement s'entend. Leur assèchement et leur fermeture économiques ont des impacts immédiats sur leurs habitants et des

conséquences pour l'ensemble de la vie économique des métropoles dans lesquelles ils se situent. Ces quartiers doivent se comprendre, en quelque sorte, comme le « back office » des grandes villes. Ce sont les lieux de résidence de ceux qui font les « sales boulots ». Ce sont aussi des lieux, ouverts, sur l'économie mondialisée.

Les habitants y savent ce que sont les risques vitaux liés à une épidémie, qu'ils peuvent craindre plus qu'ailleurs en raison de l'indigence des infrastructures, et à un confinement qui tarit immédiatement leurs sources de revenus. Un dilemme est clair : sortir de chez soi et risquer la contagion ; rester chez soi et risquer la malnutrition. La concurrence entre les deux angoisses frappe certainement les esprits. C'est néanmoins, malgré le confinement, la sortie pour la survie qui prévaudra. Pour les autorités, il s'agit de prévenir le chaos.

De fait, ces quartiers, lorsqu'ils ne sont pas barricadés par des forces de l'ordre érigées en cordons sanitaires, ne sont pas, avec le coronavirus, spécialement mis au ban. En tout cas, pas forcément plus qu'avant. Ils sont mis en arrêt économique, ce qui est leur drame. Davantage victimes du confinement que du Covid-19, ils pâtiront de la récession globale. Avec moins d'emplois et de revenus formels, ils devront recourir à plus d'informel et d'illégalité. Avec moins d'interventions publiques, pour cause de tensions budgétaires, ils devront aussi recourir à plus d'ingéniosité et d'imagination pour s'en sortir. Tout en devenant des espaces plus propices encore à l'organisation criminelle et à la « mafiaïsation », pour le dire d'une formule claire. Ces dernières années, les conditions de vie s'étaient plutôt améliorées. Le monde d'après, dans les bidonvilles du monde en développement, risque fortement d'être le monde d'avant, significativement détérioré. Ce sera aussi là un legs de la crise du coronavirus.